Salva Kiir et Riek Machar concluent un accord de partage du pouvoir

BBC Afrique, 12 février 2020 L'ancien chef rebelle Riek Machar a prêté serment ce samedi en tant que premier vice-président. Le président du Soudan du Sud Salva Kiir et l'ancien chef rebelle Riek Machar ont convenu de former un gouvernement d'unité avant l'expiration de la date limite du 22 février.

L'accord vise à mettre fin à un conflit meurtrier de six ans qui a fait plus de 400 000 morts. Certaines questions restent en suspens, notamment celles relatives au partage du pouvoir et à l'intégration des combattants. Les deux parties ont accepté de traiter les autres questions ultérieurement. L'accord a été annoncé quelques heures après la publication par l'ONU d'un rapport accablant accusant les deux parties d'avoir délibérément affamé les civils pendant leur lutte pour le pouvoir. Quels sont les enjeux de cet accord ? On espère que l'accord mettra fin à la guerre civile dévastatrice qui sévit au Soudan du Sud depuis six ans. Ce conflit a tué quelque 400 000 personnes et déplacé environ un tiers des 12 millions d'habitants. Le président Kiir a exprimé son désir de voir la période transitoire de trois ans aboutir au retour des réfugiés et des déplacés. Si l'accord se concrétise, il pourrait annoncer un nouveau départ dans le plus jeune pays du monde. Pourquoi ces combats ? Le Soudan du Sud est devenu un État indépendant du Soudan en 2011, marquant la fin d'une longue guerre civile. Mais il n'a pas fallu longtemps pour que la promesse de paix s'effondre. Deux ans seulement après l'indépendance, le pays est retombé dans un conflit violent en décembre 2013, après que le président Kiir a limogé Machar, alors vice-président. Le président Kiir avait accusé M. Machar de préparer un coup d'État pour le renverser, ce que ce dernier a nié. La guerre a des origines politiques et ethniques avec des implications sur les relations de pouvoir. Les Dinka et les Nuer, les deux plus grands groupes ethniques du Sud-Soudan, auxquels appartiennent les deux dirigeants, ont été accusés de s'être pris pour cible pendant la guerre, des atrocités ayant été commises par toutes les parties. Pourquoi a-t-il été si difficile de parvenir à un accord de paix ? Les parties n'avaient pas pu ou voulu s'entendre sur les modalités de formation d'un gouvernement de transition, conformément à l'accord de paix révisé de 2018. L'accord devait être finalisé en mai 2019 mais a été reporté à deux reprises, la dernière le 22 février. Le conflit a précipité le pays dans une profonde crise humanitaire. Malgré la situation, il a été difficile pour les parties de parvenir et de maintenir un accord de paix qui pourrait stabiliser le pays. Les deux principaux dirigeants se méfient l'un de l'autre et il n'y a pas eu de relations de travail cordiales depuis que le président Kiir a limogé M. Machar en 2013. Riek Machar n'est jamais retourné définitivement à Juba, craignant pour sa sécurité - depuis qu'il a fui le pays lorsque ses forces étaient engagées dans des affrontements avec les troupes gouvernementales lors de l'effondrement de l'accord de paix de 2016. A quoi ressemble la vie au Soudan du Sud ? Le Fonds monétaire international (FMI) classe le pays comme le plus pauvre du monde, en termes de PIB par habitant. Une grande partie du pays ne dispose pas d'infrastructures. Le pays n'a que 300 kilomètres de routes pavées, sur une superficie de plus de 600 000 kilomètres carrés. La plupart des régions du pays situées en dehors des centres urbains n'ont ni électricité ni eau courante. Le Soudan du Sud a également l'un des taux d'alphabétisation les plus faibles au monde, 34,5 %, selon l'Unesco (2018). L'Unicef, l'organisation des Nations unies pour l'enfance, estime que 70 % (environ 2,2 millions) des enfants ne sont pas scolarisés - ce qui met en péril leur avenir et celui de leur pays. Cela représente l'un des taux les plus élevés d'enfants non scolarisés dans le monde. Au niveau mondial, le Sud-Soudan se classe au quatrième rang des indices de développement humain les plus bas, malgré son énorme potentiel en ressources naturelles, telles que les terres agricoles fertiles, l'or, les diamants et le pétrole. En 2019, plus de la moitié de la population avait besoin d'une aide humanitaire, avec des niveaux extrêmes d'insécurité alimentaire dans tout le pays, selon la Banque mondiale. Le pays dépend presque exclusivement des revenus du pétrole et il y a très peu d'investissements dans d'autres secteurs comme l'agriculture et les infrastructures. L'accord garantit-il une paix durable ? Il n'y a pas de garanties que cet accord favorisera une paix durable dans le pays. Les accords précédents ont été largement annoncés pour s'effondrer peu de temps après. Plus de dix accords et cessez-le-feu ont été conclus depuis 2013. Les deux dirigeants ont affirmé leur incapacité à maintenir un quelconque accord, y compris sur le partage du pouvoir. Peter Adwok Nyaba, un activiste et ancien ministre du Soudan du Sud, déclare dans un avis de 2019 que l'accord ne traite pas complètement les éléments conflictuels du nationalisme ethnique, des luttes de pouvoir et de la faiblesse des institutions de gouvernance, qui, selon lui, restent persistants malgré l'accord. "C'est un cercle vicieux typique : pauvreté-conflit-paix-absence de développement, puis conflit", dit-il.